

DÉPARTEMENT  
CHARENTE-MARITIME  
ARRONDISSEMENT  
LA ROCHELLE  
COMMUNE  
SAINT-CHRISTOPHE

EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
  
DÉLIBÉRATION 2024-080  
PORTANT VERSEMENT DE PRESTATIONS  
D'ACTION SOCIALE AUX AGENTS POUR  
L'ANNÉE 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-sept décembre à vingt-et-une heures trente minutes, s'est réuni en session ordinaire, en mairie, le Conseil municipal de la commune de Saint-Christophe, légalement convoqué, sous la présidence de Monsieur Philippe CHABRIER, Maire.

<b>Conseillers en exercice</b>				<b>15</b>
<b>Quorum</b>				<b>8</b>
<b>Présents</b>				<b>12</b>
M. CHABRIER	M. LAVALADE	Mme ZELMAR		
M. PAILLOU	Mme JONES	M. GERVAIS		
Mme SIMONNEAU	M. GAUTHIER	Mme DILLERIN		
M. PLANCHET	Mme BOURG	M. BOURDEAU		
<b>Absents ayant donné pouvoir</b>				<b>2</b>
Mme GROS	pouvoir à	M. CHABRIER		
Mme GRENON	pouvoir à	M. PAILLOU		
<b>Absents excusés</b>				<b>1</b>
M. BESSON				
<b>Suffrages exprimés</b>				<b>14</b>
<b>Public</b>				<b>0</b>
<b>Secrétaire de séance</b>		Mme ZELMAR		
<b>Auteur de l'acte</b>		M. CHABRIER		
<b>Convocation</b>			10/12/2024	
<b>Affichage de l'avis</b>			10/12/2024	

**Le Conseil municipal de la commune de Saint-Christophe, après délibération et vote au scrutin ordinaire à main levée, à l'unanimité des suffrages exprimés,**

**Vu** le Code Général de la Fonction Publique, notamment les articles L.731-1 à 5 ;

**Vu** les règlements URSSAF en matière d'action sociale ;

**Vu** l'avis du Conseil d'État du 23 octobre 2003 (n°369315) ;

**Vu** l'avis du Comité Social Territorial en date du 26 novembre 2024 relatif au versement de prestations d'action sociale aux agents pour l'année 2024 ;

**Considérant** que les prestations d'action sociale, individuelles ou collectives, sont attribuées indépendamment du grade, de l'emploi ou de la manière de servir (art. L 731-3 du CGFP) ;

Le présent acte sera affiché, publié et notifié conformément à la réglementation en vigueur, ampliation sera adressée au représentant de l'État dans le département et au comptable public, le Maire et ces derniers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte.

Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité signataire ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois suivant la certification de son caractère exécutoire.

CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE			
Affiché et publié le	19	12	24
Transmis au C.L. le	19	12	24

Fait et délibéré le jour, mois et an que dessus,

Pour extrait certifié conforme à l'original,

Le Maire,

Philippe CHABRIER.

La secrétaire de séance,

Nadine ZELMAR.

**Considérant** qu'une valeur peu élevée de cartes ou de chèques cadeaux attribués à l'occasion de la fin d'année n'est pas assimilable à un complément de rémunération ;

**Considérant** que l'assemblée délibérante reste libre de déterminer les types d'actions, le montant des dépenses, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre ;

**Entendu** l'exposé de Monsieur le Maire,

## D É C I D E

### ARTICLE PREMIER

La commune de Saint-Christophe attribue des cartes et des chèques cadeaux aux agents titulaires, stagiaires et contractuels présents dans la collectivité au 25 décembre.

### ARTICLE 2

Ces cartes cadeaux sont attribués à l'occasion des fêtes de fin d'année, à raison :

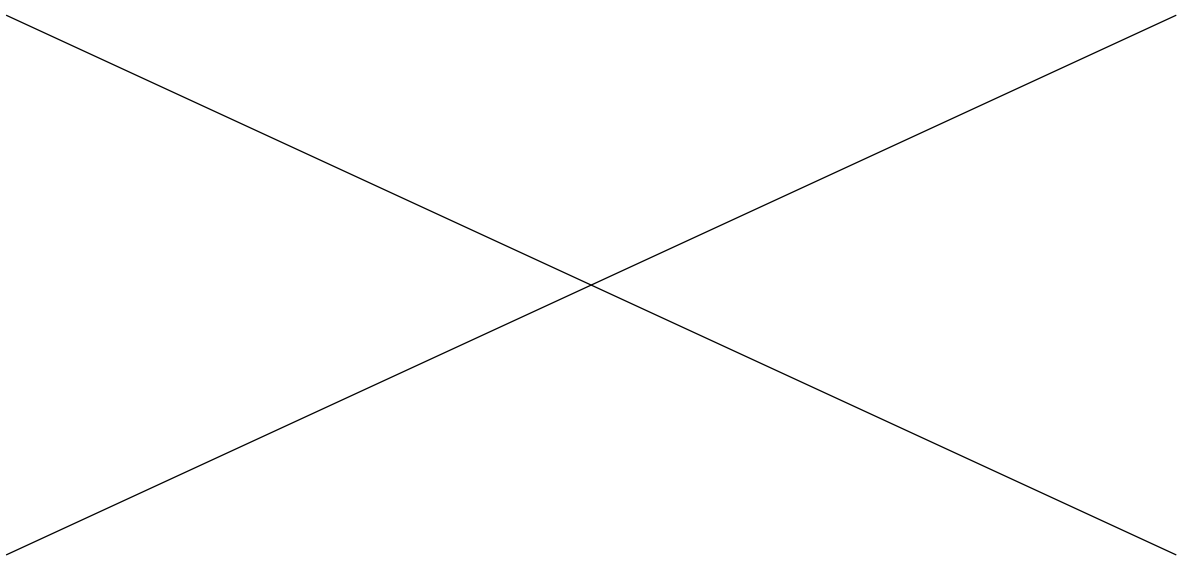
- D'une carte cadeau d'une valeur de 30 euros par enfant de moins de 11 ans de l'agent ;
- De chèques cadeaux d'une valeur totale de 150 euros par agent.

### ARTICLE 3

Ces cartes et chèques cadeaux seront distribués aux agents en décembre pour les achats de fin d'année. Ils devront être utilisés dans l'esprit cadeau. Ils ne pourront en aucun cas être utilisés pour l'alimentation non festive, l'essence, le tabac, les débits de boissons, les jeux de hasard.

### ARTICLE 4

Les crédits prévus à cet effet seront inscrits au budget principal de la commune de l'exercice de l'année 2024, chapitre 012, article 648.



Le présent acte sera affiché, publié et notifié conformément à la réglementation en vigueur, ampliation sera adressée au représentant de l'État dans le département et au comptable public, le Maire et ces derniers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte.

Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité signataire ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois suivant la certification de son caractère exécutoire.

#### CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE

Affiché et publié le	19	12	24
Transmis au C.L. le	19	12	24

Fait et délibéré le jour, mois et an que dessus,

Pour extrait certifié conforme à l'original,

Le Maire,

Philippe CHABRIER.

La secrétaire de séance,

Nadine ZELMAR.